

# L'EDITO

David Coppi

## PIQUE DE RAPPEL : L'HYPOTHEQUE N-VA DEMEURE

**P**remier dans l'ordre protocolaire en Belgique, haut personnage de l'Etat, le président de la Chambre expose ses convictions sans réserve, décontracté : certes, explique Siegfried Bracke dans l'entretien qu'il nous a accordé, son parti, la N-VA, s'engage, pour cinq ans en principe, dans un gouvernement fédéral voué au socioéconomique, mais le confédéralisme est son horizon, l'« indépendance » de la Flandre (dans le cadre européen, précise-t-il, peut-être avec un Etat central résiduel) est écrite (« les lois de Darwin » !), et tout cela se déroulera graduellement, pacifiquement, de commun accord, nord et sud ensemble. Au passage, un président de la Chambre qui plaide pour l'abolition du Sénat, c'est une cinquante carte de vœux pour son homologue au perchoir de l'ex-haute assemblée. Entre belle franchise et fausse candeur. Pour le reste, le message nationaliste flamand qui nous est livré ne surprendra personne au fond, mais tombe à point nommé en ces premiers jours de l'an

neuf pour rappeler que l'hypothèque N-VA demeure tout entière. Et que, dans une stratégie kaléidoscopique dont Bart De Wever a le secret, hypnotique pour les francophones, ne parlons pas des Flamands, ce parti n'aime rien tant qu'engager une politique socioéconomique partagée, celle affichée par le gouvernement « suédois », pour en projeter une autre dans le même temps, à caractère communautaire, exclusive celle-là. Le mélange des couleurs, un art.

En face ? Les libéraux-réformateurs francophones ne sont pas des bleus, et le premier d'entre eux, Charles Michel, porte la lourde responsabilité de « gérer » la situation depuis le « Seize » - son choix. Mettre le cap bien à droite au fédéral comme ils l'ont fait, ce dont la N-VA se satisfait (se satisferait), c'est, assène-t-il, neutraliser toute dérive communautaire au moins pour cinq ans. Une option forte et fort risquée, qui doit certainement, légitimement, plonger des libéraux dans le doute, au moins la réflexion, et qui, contestée-combattue par les autres partis francophones, dans l'opposition au fédéral, au pouvoir pour certains d'entre eux en Wallonie et à Bruxelles, ne doit pas moins les faire douter eux aussi, s'interroger, réfléchir : quelle « alternative » s'il

en est ? Quelle cohérence francophone si besoin ? Que faire ?